

La **tenure track** ne doit pas nécessairement être la norme partout ni pour tous : elle devrait l'être **dans les établissements et les départements qui prétendent « jouer dans la cour des grands »** en recherche.

Les professeurs accepteraient le principe de la **sélection à l'entrée, de la tarification des études, de recrutements et titularisations suivant le principe d'une tenure track à la française**; une **représentation forte des tutelles dans le CA**; la nature **managériale** de la présidence.

Il s'agit d'évoluer progressivement vers un situation où le **CNRS** ne fait que **financer** des postes, des chaires ou même seulement des **rachats** partiels de service d'enseignement dans la population des enseignants-chercheurs.

Le **CNRS** devrait poursuivre sa transformation en **agence de moyens** et cesser complètement de recruter des personnels administratifs ou techniques avec un statut de fonctionnaire.

* Issu des Macron Leaks. Passages librement sélectionnés.
Note de service rédigée par Robert Gary-Bobo, Professeur d'économie à l'ENSAE le 16 novembre 2016, pour la préparation de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Envoyé à Thierry Coulhon, alors président de PSL.
<https://wikileaks.org/macron-emails/emailid/50687>

Il semble que les **grandes banques commerciales** soient les mieux placées pour développer le **crédit aux étudiants**.

Nous vivons dans une période de taux d'intérêt historiquement bas : il faut en profiter pour faire démarrer ce système.

L'inégalité et la dualisation (des établissements) sont un état de fait qui va s'intensifier sans que personne n'y puisse rien changer. D'ores et déjà, dans l'enseignement supérieur français, **l'égalité, c'est seulement pour les élèves moyens et faibles...** et il y a de l'égalité dans la pauvreté.

Comment **faire passer la pilule** de la hausse des **droits d'inscription** ? Il faut certainement commencer par assurer le développement du **crédit aux étudiants**. Arranger le coup avec les banques et le ministère des finances

On peut imaginer maintenir dans chaque université **quelques formations de licence quasi-gratuites** dans les grandes disciplines, à côté de **formations payantes**. L'ancien système à côté du nouveau. Ces **formations gratuites** seront bientôt **désertées**, sauf par les militants de l'UNEF, qui mettent 6 ans à faire une licence.

* Issu des Macron Leaks. Passages librement sélectionnés.
Note de service rédigée par Robert Gary-Bobo, Professeur d'économie à l'ENSAE le 16 novembre 2016, pour la préparation de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Envoyé à Thierry Coulhon, alors président de PSL.
<https://wikileaks.org/macron-emails/emailid/50687>

D'une certaine manière, il faudrait prendre le meilleur des deux modèles : celui des **grandes écoles**, avec leur **direction centralisée autoritaire**, représentant plus ou moins directement la tutelle, et celui de **l'université** vue comme partenariat de professeurs cooptés, **mais sans autonomie administrative**.

Il faut donc un vrai **sénat académique** réunissant les professeurs titulaires (et eux seuls : car il faut **désyndicaliser les universités**) les hauts fonctionnaires de la rue Descartes devraient venir siéger dans les CA des établissements, et y faire leur travail, voire **directement les administrer**

Les professeurs accepteraient le principe de la **sélection à l'entrée**, de la **tarification** des études, de recrutements et titularisations suivant le **principe d'une tenue track** à la française; une représentation forte des **tutelles dans le CA**; la nature **managériale** de la présidence.

Au lieu de chercher à piloter l'enseignement supérieur par le haut, la rue Descartes devrait se mêler de ce qui est utile, et qu'elle ne fait pas et **laisser jouer la concurrence**.

* Issu des Macron Leaks. Passages librement sélectionnés.

Note de service rédigée par Robert Gary-Bobo, Professeur d'économie à l'ENSAE le 16 novembre 2016, pour la préparation de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron. Envoyé à Thierry Coulhon, alors président de PSL.

<https://wikileaks.org/macron-emails/emailid/50687>

Un complément indispensable des réformes proposées ci-dessus est la liberté pour tous les établissements d'enseignement supérieur de **sélectionner** leurs étudiants.

Les établissements pourront redéployer les ressources consommées dans la gestion de la **sélection par l'échec** (car le redoublement coûte cher !)

A peu près tout ce qui est proposé ci-dessus est politiquement sensible. On sait que les **groupes syndicaux étudiants** peuvent aller assez loin dans la protestation. Il y a peut-être tout de même des **astuces** qui permettent de **faire passer ces réformes**, avec un peu de courage.

Il semble important de séparer les deux choses ; savoir **où on va** (cela peut être utile parfois) et **comment on y va** (par des chemins parfois un peu sinuieux, pour **faire avaler la pilule au malade récalcitrant**)

On peut laisser la possibilité d'opter pour une redevance payable à l'Etat à la fin des études, pour frais de scolarité

mais on pourra aisément faire en sorte que ce soit **plus intéressant d'emprunter à une banque**.

Le système **investit dans ses jeunes** ; il investit dans le capital humain ; il croit en l'avenir. **Tous les parents du pays deviennent collectivement « actionnaires » de tous les jeunes** et investissent dans leurs projets d'étude en leur prêtant de l'argent.